

Vortrag von Professor Dr. Carlo  
Schmid vor der Universitat in  
Teheran am 24./25. April 1976

Perspectives de l'evolution politique et spirituelle  
en Europe

En m'invitant a faire une conference a Teheran, capitale a'une des plus anciennes parmi les nations qui ont illustre par leur action civilisatrice, spirituelle et artistique l'histoire de l'humanite, vous m'avez grandement honore et je tiens a en remercier respectueusement les eminentes auxquelles j'en suis redevable. Il est en effet un honneur insigne d'etre admis a une chaire universitaire du pays qui recueillit jadis les philosophes et les savants de l'Academie fondee par platon a Athenes , chasses par ordre de l'empereur resident a Constantinople qui, grace a l'hospitalite que vos ancetres leur accorderent, purent continuer leurs etudes et leur enseignement, dont les resultats permirent a l'Europe de connaitre la philosophie grecque, et surtout celle du grand , Aristote. C'est de Avicenna que je parle, qui en votre langue fut appele Ibn SINA et qui enseigna a Isphahan et mourut a Hamadan et dont le commentaire de la philosophie d'Aristote initia les clerics d'une Europe encore toute jeune au monde de la pensee et de la raison - rendant ainsi possible un des grands essorts de l'evolution spirituelle des peuples d'Europe.

Ce que, aujourd'hui, nous appelons l'Europe n'a pas toujours existe sous ce nom glorieux. Ce n'est que depuis le

début de notre millénaire qu'il en est ainsi. Dans l'antiquité l'Europe comprenait les territoires débouchant , sur les côtes de la Méditerranée et de la mer Egée. À cette époque l'axe de la politique "mondiale", telle que l'antiquité la comprenait, était identique à la ligne médiane qui traversait le continent de ce nom depuis la , mer Noire aux Colonnes d'Hercule, le détroit de Gibraltar d'aujourd'hui. C'était l'oecoumènt des Stoiciens ayant après l'épopée d'Alexandre le Grand et les épousailles de Souze (Susa), accepté la civilisation et les arts venus de Grèce et de l'Asie Mineure et plus tard les vertus de cette Rome que fut pendant des siècles son maître, jusqu'à ce que vos ancêtres, les parthes sous la dynastie des Sassanides, eurent vaincu trois empereurs Romains. Quelques siècles après les Arabes sous le commandement du calife Omar occupèrent les territoires de l'Afrique du Nord et d'Asie Mineure qui furent le grenier de l'empire Romain ; leur perte dépeupla la majeure partie des territoires situés de l'autre cote de la Méditerranée.

Ce n'est qu'à ce moment que les peuples d'origine germanique et slave, venus de l'Est et du Nord, devinrent en Europe des facteurs autonomes de l'histoire. Christianisés et ralliés par le Roi des Francs à l'église de Rome, ils s'emparèrent de ce qui restait des institutions Romaines et grâce au génie du Roi des Francs qui, sous le nom de Charlemagne, fut, la veille de la fête de Noël, le 1<sup>er</sup> janvier 800 sacré à Rome empereur Romain, un nouvel empire Romain d'Occident surgit des ruines de la Romanie et des terres vierges de la Germanie et de la Gaule. Pendant des

siècles il fit la loi aux territoires qui, aujourd'hui, de la mer du Nord à la Méditerranée, des Côtes de l'Atlantique à l'Ural, composent l'Europe.

Les penseurs de ces territoires cherchèrent et trouvèrent dans les écritures saintes et chez les auteurs de l'antiquité classique. Souvent elles leur furent transmises par l'entremise de savants islamiques venus d'Espagne et originaires du Maghreb ou du Proche Orient.

Mais une fois que les peuples du Nord eurent assimilé ce qu'ils purent connaître de l'antiquité, ils suivirent leur propre voie et créèrent un art spécifiquement européen et une philosophie se débarrassant de plus en plus du fardeau de la métaphysique et élaborant des méthodes de penser qui, finalement, menèrent à cette multitude de recherches scientifiques qui permirent à l'Europe nouvelle de mettre les forces de la nature au service de l'homme. C'est par la technologie qui, pendant des siècles, fut son monopole, que l'Européen put, pendant deux siècles, se croire le maître du monde - d'un monde que d'autres que lui avaient bien avant lui orné de merveilles.

Ce fut un long chemin pour y arriver et il fallut que la politique accompagnât les voyageurs de l'esprit. Pendant 4 siècles "Europe" fut synonyme de Chrétienté, et la philosophie resta longtemps la servante de la théologie qui prétendait être seule capable de définir les critères de la légitimité du pouvoir séculier, même celui des empereurs successeurs de Charlemagne. Ceci engendra une longue lutte entre les Papes et les empereurs "Romains" de

de nationalité germanique qui aboutit à un compromis qui comprit le concept de la souveraineté de tout Etat vis-à-vis de toute autorité ecclésiastique et séculière, souveraineté excluant tout pouvoir intermédiaire et le monopole des autorités ecclésiastiques dans le royaume des valeurs spirituelles et morales. Ce furent surtout les rois de France qui profitèrent de cette nouvelle doctrine, tandis qu'elle devint la cause principale du déclin de l'autorité du Saint Empire.

La Réforme de Luther et de Calvin, de pair avec la Renaissance de la littérature grecque et latine tirées de la nuit des siècles menèrent cette évolution à son but: la sécularisation totale de la raison de l'Etat et de la science. Dorénavant, faute d'une foi commune à tous, il fallut trouver une autorité spirituelle indépendante des prétendues vérités de la religion et indépendante aussi des façons de penser spécifiquement nationales. Cette autorité on la trouva dans la raison s'inspirant des données de l'expérience et de la condition humaine. Dorénavant ce ne sera plus le monde théologique qui déterminera le comportement des Etats, mais la poursuite de leurs intérêts, dont les règles et des méthodes seront fixées par le Droit naturel que seule la raison peut nous dévoiler, et dont la donnée principale est la règle, que par tout, où il n'existe pas de principe limitant le beau plaisir des souverains reconnu par tous, tout ce qui peut servir leurs intérêts leur est permis.

Ce furent surtout les problèmes résultant de la découverte des Amériques et de la navigation en haute mer qui,

obligerent les Etats voulant eviter les risques d'un nihilisme complet en haute mer et dans les territoires nouvellement decouverts (tous les deux etant terrae nullius) d'accepter une doctrine soit disant naturelle. Ce furent des juristes espagnols, et surtout le Hollandais Hugo Grotius, qui établirent un systeme de droit international base uniquement sur la raison. Sa raison d'être ne fut pas d'interdire la guerre, mais de la soumettre à certaines regles et de proposer aux interesses certaines institutions leur permettant la solution juridique de leurs litiges. En principe les doctrines de Hugo Grotius sont aujourd'hui encore la base du droit international public, et des pratiques seculaires de la diplomatie, meme la critique marxiste ne conteste pas la norme *pacta sunt servanda*; c'est-a-dire que tout Etat doit faire honneur aux traités qu'il a conclus. Ce style nouveau de comprendre l'histoire et la politique trouve sa parallele dans l'evolution de la pensee scientifique. Francis Bacon dira: *Natura non vincitur nisi parendo*: on ne peut se soumettre les forces de la nature qu'en obeissant a ses lois. Galilei, Johannes Kepler, Isaac Newton reussirent a definir les lois du comportement dans l'espace et dans le temps de la matiere mobile et a etablir tout un systeme mathematique de la mecanique. On appliqua bientot certains de ses principes aux comportements des Etats c'est-a-dire a la politique. Le principe ideal de l'idee meme de toute politique semblait être que tous les hommes puissent vivre selon les principes de la raison et dans la paix. Or, dans la nature la paix n'est autre chose

que l'équilibre entre les différentes données matérielles d'un état des choses obéissant aux lois de la gravitation. Si nous voulons que la paix règne entre les États, il nous est partout interdit de troubler l'équilibre de leurs forces - *justum potentiae aequilibrium*. Si un État aggrandit son potentiel, les autres seront obligés d'aggrandir le leur ou de se coaliser avec d'autres États ayant des intérêts semblables, et de rétablir ainsi l'équilibre. En ce faisant la paix est garantie avec une certitude quasi mathématique. Si nous ratons le rétablissement de l'équilibre, le conflit deviendra inévitable. Déjà Niccolò Machiavelli avait, bien avant la lettre, expliqué ce principe. Il fut officiellement déclaré facteur intégrant du Droit public Européen dans le Traité d'Utrecht qui mit fin aux guerres de succession en 1713. Le principe *justum potentiae aequilibrium* n'a rien perdu de sa valeur. Il a été rigoureusement suivi jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Plus tard on semble l'avoir parfois fait sombrer dans l'oubli.

L'époque dont je viens de parler fut celle du début de la première phase colonialiste de l'histoire de l'Europe. L'occupation d'une région en Amérique ou en Afrique - *terrae nullius* -, aux Indes même déclancha souvent un conflit armé entre les États européens en cause (on ne se souciait guère des indigènes ...).

Mais se battre en Europe même pour quelques arpents de forêt vierge au delà des océans? Quelle folie pour des citoyens du siècle des lumières! On trouve une solution

tout à fait conforme aux lois de la mécanique: On bloqua le système vases communicants de la politique des puissances européennes par la "friendship line". On convint entre puissances européennes qu'au delà d'une certaine ligne sur laquelle on s'était mis d'accord la compétition guerrière des Etats d'Europe en cause se réaliserait exclusivement outre mer dans la région en cause que l'on considèrerait en dehors du système politique européen. Ainsi on ne se battrait pas en Europe. Voltaire a trouvé des mots cinglants pour flétrir la France et l'Angleterre de pousser des Hurons et des Iroquois à s'entretuer pour réserver aux rois d'Europe le plus gros morceau du butin. La méthode en vogue aujourd'hui chez certaines puissances "mondiales" de vider leurs conflits, ou de vouloir assurer leur rang politique, en étendant leurs zones d'influence en "permettant" à des Etats satellites ou "protégés" par eux de se faire la guerre - quasi par procuration - me fait parfois penser à Voltaire.

La guerre d'indépendance des Etats Unis d'Amérique conjointement avec la Révolution Française souleva une vague de nationalisme un peu partout où des populations se sentaient rattachées uniquement par la force à un souverain dont elles ne voulaient pas:

Les nations prirent conscience de leur identité et exigèrent le droit de disposer d'elle-mêmes. Napoléon qui n'avait cure des droits établis par les parchemins garantissant en l'Europe Centrale l'équilibre des forces, pour la libérer des hypothèques de l'ordre féodal et pour affaiblir les puissances qui le gênaient le plus: l'Angle-

terre et l'Autriche - et un peu la Prusse - devint un des protagonistes de ce vaste mouvement national, toutefois en oubliant parfois d'appliquer le principe quand cela lui convenait.

Après Waterloo l'Europe dut choisir entre deux principes : celui du légitimisme ne tenant compte que de droits régulièrement établis par des autorités légitimées par un parchemin, conservé dans les archives de l'histoire; et celui du droit naturel des nations de disposer d'elles-mêmes sans tenir compte de ces parchemins. Des deux côtés on était convaincu que le principe que l'on défendait garantirait inévitablement la Paix. Mancini, le tribun du nationalisme italien prêcha partout sa thèse: Ce sont les nations et non les Etats qui sont les auteurs des mouvements de l'Histoire; quand chaque nation aura souverainement décidé elle-même de son statut politique, toute raison de se faire la guerre sera éliminée. La Paix éternelle regnera. (Emmanuel Kant a dit en d'autres termes à peu près la même chose).

Metternich répondit aux auteurs du principe nationaliste: Les Etats établis et non les peuples toujours mouvants sont les facteurs actifs de l'Histoire; la paix entre eux ne peut être garantie que par le respect religieux des droits légitimement acquis par chacun d'eux. Le principe révolutionnaire du nationalisme mettra à la place de la raison calculée et calculable les émotions incalculables des foules, qui mettront tout équilibre en branle. La suite en sera la guerre éternelle. En tout cas il sera nécessaire de canaliser ces émotions et ces passions

d'ailleurs naturelles, et d'y appliquer des barrages. Ainsi maîtrisées et accumulées ces émotions anarchiques pourront devenir des forces créatrices - comme les eaux des glaciers libérées par le soleil du printemps, dominées dans leur course par l'art des ingénieurs. Mais gare aux mauvais exemples dans le voisinage

Le Congrès de Vienne (1814/15), ou les cinq grandes Puissances, ayant survécu au tremblement de terre ourdi par la Révolution Française et son exécuter testamentaire, Napoléon I, entreprirent d'ériger un ordre nouveau en Europe basé sur l'ancien principe de la légitimité de tout pouvoir institué par la Grâce de Dieu, et sur celui de la solidarité de toutes les Couronnes, fit siennes les idées de Metternich.

Il en résulta la Sainte Alliance, espèce de franc-maçonnerie chrétienne d'inspiration mystique dont les Princes des cinq grandes Puissances furent les membres. En 1818, au Congrès d'Aix-la-Chapelle, grâce à Metternich et à Talleyrand cette Alliance fut demystifiée et devint la Pentarchie du Concert Européen qui sut, jusqu'à la guerre de Crimée de 1854, conserver la paix en Europe - tout en abandonnant le monde en dehors des souverainetés européennes aux appétits impérialistes des Etats d'Europe: l'Algerie, les Indes, le Proche Orient, la Chine, en furent les premiers victimes. En dehors des confins de l'Europe le pouvoir alla au plus fort et à celui qui arriva le premier.

Si dans un Etat dont un Prince appartenait à la Pentarchie une Révolution nationaliste menaçait l'ordre soit ,

disant légitimement établi, le Concert européen donna mandat à un des siens pour rétablir l'ordre, s'il le fallait, par la force des armes. Ce fut le cas pour la Révolution Espagnole de 1825 qui fut matée par les armées du Roi de France (Trocardero !), mais quand le Concert Européen voulut organiser une intervention armée en Amérique latine, dont les provinces tendirent à se séparer de la Couronne d'Espagne, la République des Etats Unis d'Amérique, dont le Président, à l'époque, était James Monroe, interposa son veto formel: Toutes interventions européennes dans les affaires d'Amérique seront considérées comme un acte d'agression; en revanche les Etats Unis d'Amérique s'abstiendront de toute intervention dans les affaires européennes. Ceci devint, un siècle durant, un des grands principes de la Politique Mondiale—presque une règle du droit international. D'autres interventions "légitimes et solidaires" furent celle de la Russie lors de la Révolution nationaliste hongroise de 1849; celle de l'Autriche lors des soulèvements nationalistes dans divers Etats italiens en 1821; celle de l'armée française dans les Pays Bas en 1830 etc. A la fin du siècle la solidarité des Couronnes s'opposera celle des peuples en quête de leur souveraineté et celle de la solidarité des opinions publiques soulevées par des idéologies de caractère démocratique ou socialiste.

Vers le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle certains Etats à côté de la force de leurs armées et de leurs flottes acquirent, une troisième arme: une industrie hautement mécanisée et basée sur le charbon et le fer et sur une science de

plus en plus développée de l'utilisation rationnelle des forces de la nature. Ceci donna aux nations possédant des terrains houillers la suprématie industrielle et, bienôt, la suprématie politique. Or, les couches géologiques renfermant de la houille forment un ruban géologique ceinturant à peu près exclusivement l'hémisphère Nord du globe. Cet état des choses leur donna le monopole de la production des énergies mécaniques nécessaire au développement de leurs industries et à l'exploitation des richesses de la nature qu'une science technologique de plus en plus raffinée permit de mettre en service de l'homme. Le charbon et le fer ont permis aux Etats riverains des couches houillères de se procurer sur terre et surtout sur mer un équipement militaire qui leur donna la possibilité d'intervenir de haute main partout, où leurs intérêts le demandaient; les nations techniquement moins développées ne purent leur opposer que leur courage et les armes primitives des ancêtres. On en connaît les résultats: les nations industrialisées d'Europe et d'Amérique eurent de plus en plus besoin de débouchés pour écouler les produits de leurs usines et plus besoin encore de matières premières qu'ils ne pouvaient trouver que dans des territoires qui ne leur appartenaient pas et qu'ils tâchèrent d'acquiescer par la force des armes ou dont ils purent exploiter la richesse en matières premières en vertu de traités imposés par la puissance et les ruses des capitaux investis. Un impérialisme d'une autre nature en naquit, inaugurant une course aux armements de plus en plus fiévreuse, des guerres de conquête en Afrique et en Asie de plus en plus

fréquentes, et brisant les liens de la solidarité légitimiste, produit de la liquidation de l'époque napoléonienne. Cet impérialisme donna naissance à un nouveau nationalisme, sans générosité et rapace, du côté de certains des Grands, et chez les moins grands à un nationalisme qui, pour être parfois défensif, n'en fut pas moins violent. La combinaison de ces deux nationalismes impérialistes créa le panslavisme et le pangermanisme auquel s'associa dans un même esprit de concurrence impérialiste une espèce d'Internationale anglosaxonne, basée sur une force maritime lui permettant de jouer le rôle de l'arbitre armé dans les litiges des tiers.

Malgré la réduction de l'efficacité du Concert européen auquel Bismarck sut au Congrès de Berlin de 1878 et à la Conférence sur le Congo de 1884 redonner pour une dizaine d'années un souffle nouveau, la politique mondiale resta centrée sur l'Europe. L'Europe resta l'arbitre et souvent le maître du globe. Rien en Asie et en Afrique ne put être réalisé par les peuples de ces continents sans l'autorisation des grandes Puissances d'Europe.

Tout changea après la guerre de 1914. L'Allemagne devenue une République sans armée ni flotte valable perdit en conséquence de sa défaite le rang qu'elle avait tenu depuis 1871; l'Autriche fut démembrée; sur l'ancien territoire des Habsbourg se forma une poignée d'États souverains la Russie devint l'Union Soviétique, grande force idéologique, mais politiquement isolée de ce qui fut appelé le monde démocratique; les USA rompirent les chaînes de la doctrine de Monroe et devinrent une puissance défendant

ses intérêts sur tous les continents - tout en refusant de devenir membre de la Société des Nations qui, cependant, avait bien été enfanté par le président des Etats Unis, Woodrow Wilson, qui fit des Etats Unis l'arbitre des différends politiques des autres puissances et crut pouvoir par la Société des Nations substituer à la paix par la force, la paix par le droit, étant naïvement convaincu que l'on arrivera à remplacer dans les relations réciproques des Etats la politique par la morale.

La Société des Nations resta une tribune d'éloquence politique et de marchandages. Elle ne sut ni empêcher la conquête de l'Abyssinie par l'Italie fasciste, ni enrayer l'évolution du fascisme en Allemagne, qui ne pouvait cependant conduire à une autre guerre universelle. Ce fut l'époque des Axes et des Ententes qui, elles, ne furent ni assez résolues ni assez fortes pour éliminer les facteurs connus de tous qui ni pouvaient que rendre inévitable la conflagration.

Vint l'an 1939. Hitler, grâce à un Traité conclu avec Staline, envahit et démembra la Pologne, puis occupa la France et maints autres Etats. Les Etats Unis, après de longs atermoiements, prirent fait et cause pour que puissent subsister sur la terre des hommes la liberté et la dignité humaine, et 1945 l'Univers Hitlerien gisait mort et écrasé sous les décombres d'une Allemagne partagée entre deux blocs: celui des Etats d'Occident groupés autour des Etats Unis d'Amérique et celui des Etats d'obédience plus ou moins forcés communiste, groupés autour de l'Union Soviétique. Pour assurer la paix universelle on

fonda l'O.N.U., l'Organisation des Nations Unies. Mais ,  
 hélas elle s'avera bientôt incapable de trouver les solutions nécessaires pour régler les différends des Etats d'Europe. Elle ne réussit pas à créer les institutions communautaires prévues par son statut. Des le début , se formerent dans ses rangs et a cote d'elle deux blocs: le bloc gravitant autour de l'Union Soviétique et le bloc atlantique, chacun avec ses alliés et ses stipendies . Peu à peu se forma une troisième force: les Etats non , engagés dans l'un ou l'autre de ces deux blocs.

Grâce à l'affaiblissement des puissances européennes par la guerre leurs colonies des Etats souverains qui par leur nombre - one state, one vote - acquièrent pas à pas une influence croissante sur le fonctionnement des mécanismes de l'O.N.U.. Depuis que l'Organisation des Nations Unies existe, la politique universelle a cessé de graviter autour de l'Europe. Certes, les Etats qu'elle englobe ont gardé une puissance considérable, mais elle n'est plus le centre de gravitations des forces politiques s'agitant sur notre planète.

L'Europe dorénavant est renversée sur elle-même, une Europe divisée en deux, dont la partie occidentale. pour ne pas être écrasée par le colosse dont le potentiel politique, militaire, économique englobe les territoires s'étendant de l'Oder jusque Vladivostok sur l'océan Atlantique et de l'océan arctique aux abords de la Chine, est obligée de s'appuyer sur la puissance des Etats Unis d'Amérique. En sont témoins le plan Marshall et les Unités militaires américaines stationnées dans certains Etats

européens. Immédiatement après la guerre les Etats vainqueurs crurent que, pour sauvegarder la paix universelle, il suffisait de désarmer l'Allemagne et de la priver de son industrie lourde, base de tout potentiel politique et militaire. Les puissances d'Occident étaient convaincues que la Russie avait, durant la guerre, appris les leçons de la démocratie occidentale et que, en plus, elle se considérait comme saturée.

Bientôt certains événements en Europe orientale et en Asie démontrèrent que l'Occident s'était trompé, et que, si l'on voulait avoir une chance de contenir l'expansion soviétique, on avait besoin de tous les potentiels des Etats de l'Europe démocratique - pourtant aussi des potentiels de la partie de l'Allemagne occupée par les Etats Unis, la Grande-Bretagne et la France. La guerre froide commença.

L'Occident renonça au rétablissement de l'unité de l'Allemagne et demanda aux Allemands de l'Ouest de s'organiser en Etat distinct. Ce qu'ils firent.

Puis on leur rendit la souveraineté et on cessa de démanteler leurs aciéries et leurs industries chimique et électronique et on leur demanda au contraire d'en augmenter la production au possible: on avait compris que l'Occident avait besoin de tous les potentiels de l'Allemagne de l'Ouest pour tenir tête à la poussée soviétique que l'on redoutait.

Mais il fallait en même temps rendre impossible à l'Allemagne de faire de son potentiel retrouvé la base d'une politique étrangère à la Rapallo. Comment obtenir ce

résultat? On procéda par étapes: Robert Schuman de pair avec Konrad Adenauer et leur collègues créèrent la Communauté Européenne de Charbon et de l'Acier (la C.E.C.A) : l'Allemagne, la France, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, l'Italie établirent un marché commun du charbon et de l'acier qui fut placé sous une autorité supranationale. De cette façon les produits de l'industrie lourde allemande seraient à la disposition de l'ouest européen, et les Allemands n'auraient pas la possibilité d'en disposer pour une politique étrangère autonome.

Mais on voulait aussi des soldats allemands - 500 . 000 soldats - et cependant quelques années auparavant on avait cru que la paix universelle serait garantie pour toujours si on abolissait pour toujours tout armement de l'Allemagne.

On trouve une solution paradoxale: on transforme le Traité de Londres dirigé contre l'Allemagne en un Traité ouvrant la porte de l'OTAN à la République Fédérale et obligeant celle-ci de mettre sur pied - sur terre, et dans les airs - un contingent de 500.000 soldats, tout en renonçant à toutes armes atomiques, et qui serait placé sous le commandement de l'OTAN, donc, en fait, sous le commandement militaire suprême américain.

Les Traités de Paris de 1955 confirmerent ces accords en rendant à la République Fédérale la souveraineté.

Mais on alla plus loin encore dans la voie de l'euro-péi-sation de l'Europe. Le 25 mars 1957, 6 Etats d'Europe occidentale (les Etats-membres de la CECA) signèrent à Rome le Traité intégrant leurs activités économiques dans

le cadre de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) qui créa ce Marché Commun, auquel nous devons tous l'essor merveilleux qu'a pris l'économie de tous ses Etats-membres.

A la Communauté furent successivement associées de nombreuses institutions techniques, politiques et économiques, que je ne puis, ici, faute de temps, dénombrer. Sans cette Communauté le marché agricole en Europe se serait effondré, l'industrie de l'automobile aurait succombé à la concurrence américaine, nous aurions dû installer un régime douanier interne protectionniste qui aurait étouffé nombre de nos industries principales. Aujourd'hui les Six sont devenus Neuf. Et si la France et la République Fédérale d'Allemagne ont pu, le 21 janvier 1963 signer à l'Elysée le Traité d'amitié France-Allemagne, c'est bien un peu à la politique en quête de l'Europe qu'on le doit.

Mais n'oublions pas: comme il existent aujourd'hui deux Allemagne séparées par un mur, ils existent deux Europes séparées par le mur de deux idéologies aussi peu conciliables que des fois religieuses proclamant le règne de deux ennemis. Je ne vois pas comment cet état des choses pourrait se modifier en sa substance. Le maximum du possible me semble être une détente politique de plus en plus accentuée, des échanges économiques de plus en plus substantiels et un rapprochement culturel de plus en plus universel. Ceci facilitera les rapports d'Etat à Etat et entre les hommes, mais ne levera pas la division en deux de l'Europe.

L'Europe démocratique a pleinement conscience de son

devoir d'assister matériellement et par la transmission de son savoir technologique - sur place - les pays en état de développement. Il serait hautement souhaitable que cette aide perde le caractère d'un moyen de compétition politique entre les deux blocs, qui, si elle durait pourrait devenir une pomme de discorde mortellement empoisonnée.

Il ya beaucoup de pas en avant à faire et sur certains terrains il nous faudra faire machine arrière. La technique industrielle dont nous avons si richement pourvu le monde a, certes, dans les dimensions matérielles de notre existence ajouté des qualités appréciables à la condition humaine. Mais ne sommes-nous pas en train de dévaster la nature pour en tirer au maximum les matières premières dont nous croyons avoir besoin pour fabriquer ce qui semble embellir notre vie-matières qui nous feront défaut demain pour notre pain quotidien? Et n'oublions pas: ce ne sont plus le charbon et l'eau qui font tourner les roues dans nos usines-c'est le pétrole... Ceci veut dire, que nous ne sommes plus les maîtres souverains de notre destinée. Nous n'avons plus le monopole de l'énergie industrielle et, de ce fait nous ne sommes plus le centre de l'évolution que prendra le monde. Des événements en dehors de l'Europe peuvent nous barrer beaucoup de routes - des événements qui pourraient se réaliser bien loin de chez nous, nous obligeront peut-être à aligner notre politique sur celle d'Etat en dehors de l'Europe; hier encore ce fut le contraire.

Et n'avons-nous pas, nous autres Européens, en enrichissant notre vie matérielle, appauvri notre vie spirituelle? N'avons nous pas en nous fiant exclusivement aux raisons de la raison, oublié les raisons du coeur?

Je crois que le temps est venu pour nous de puiser dans des sources autres que celles qui nous semblent spécifiquement européennes, des sources qui sourdent peut-être encore dans des pays dont nous disons, un peu hautainement, qu'ils sont encore en état de développement.

Les relations de l'Europe avec des Etats des autres continents sont en train de se transformer, en ce qui concerne la forme et la substance. Ce sont moins les questions qui ont si longtemps été matière de conférences internationales et de conventions en résultant que des concepts qui encore hier ne figuraient pas sur les agendas de la diplomatie, voire même de la politique des gouvernements. J'en nomme quelques uns: matières premières, industrialisation, aide à des Etats tiers, jusqu'au point où ils pourront s'aider eux-mêmes, organisation d'une politique d'économie globale. En s'efforçant de trouver des solutions adaptées aux circonstances modernes, nous avons été confrontés avec nombreux problèmes qui, jusqu'à ce jour, n'ont pu trouver de solutions dans l'activité des organes compétents des Nations Unies.

Au dialogue Ouest-Est s'est ajouté le dialogue Nord-Sud qui a tendance de prendre une extension de plus en plus complexe et importante. De ce dialogue tous les intérêts, c'est-à-dire les Etats hautement industrialisés autant que les Etats disposant de gisements de matières

premieres de meme que des Etats n'appartenant ni a l'une ni a l'autre de ces deux categories, devront prendre conscience du fait qu'aucun d'eux n'est capable d'octroyer par la puissance sa volonte a un Etat, appartenant a un groupement different du sien, sans porter atteinte aux interets vitaux et de son partenaire et aux siens propres. La seule methode qui, a la longue, puisse profiter a tous me semble etre la negociation et le compromis.

Pour creer et faire durer selon les necessites de notre epoque des realites, dont toutes les nations de bonne volonte pourront tirer profit, nous aurons besoin de beaucoup de mesure, de beaucoup de sagesse, et de beaucoup de prudence qui devra guider notre experience seculaire de la condition humaine.